

**Nations Unies - Réunion d'urgence
sur Gaza - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 30 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je voudrais commencer en remerciant Nikolay Mladenov pour sa présentation précise et pour son engagement, qui est plus que jamais nécessaire.

Je serai bref - nous avons eu l'occasion d'intervenir plusieurs fois sur la situation à Gaza et la question israélo-palestinienne au cours des dernières semaines. Je m'en tiendrai à trois points : sur l'escalade des derniers jours à Gaza ; sur les manifestations en cours dans la bande de Gaza depuis plusieurs semaines, qui s'inscrivent dans une situation de crise structurelle ; sur la responsabilité du Conseil de sécurité face à cette situation.

Madame la présidente,

1. Nous alertons depuis plusieurs semaines ce Conseil sur le risque d'escalade lié à la situation que connaît la bande de Gaza, qui n'est pas tenable dans la durée. Comme l'a montré la journée d'hier à nouveau, le risque est réel de voir s'engager un cycle de violences dont chacun des acteurs pourrait perdre rapidement le contrôle. Après trois conflits en une décennie, cette situation est malheureusement prévisible, les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets tragiques dans la bande de Gaza.

Au cours de la seule journée du 29 mai, près de 30 roquettes ont été tirées sur le territoire israélien depuis la bande de Gaza, ce qui est sans précédent depuis le conflit de 2014. Ces tirs ont délibérément visé des cibles civiles. Ces tirs sont inacceptables. Quels qu'en soient les auteurs, la France les condamne - et les a condamnés sans aucune ambiguïté. Et je veux rappeler ici l'attachement indéfectible de la France à la sécurité d'Israël.

Au-delà, dans un contexte extrêmement tendu, nous appelons chacun à la retenue. Il s'agit - tant qu'il en est temps - d'éviter un nouveau conflit meurtrier à Gaza, dont les populations civiles paieront encore une fois le prix.

Madame la présidente,

2. Mon deuxième point est pour souligner que cette escalade armée intervient au terme de deux mois de violences et de répression exercées par les forces armées israéliennes contre des manifestants palestiniens à Gaza, dont la journée du 14 mai a marqué le point culminant. Avec plus de 116 morts aujourd'hui, dont 60 au cours de cette seule journée, et plus de 12 000 blessés dont 4 000 par des tirs à balles réelles, le bilan des dernières semaines est d'autant plus tragique qu'il aurait pu, pour une large part, être évité.

Nous l'avons dit, ce bilan est directement lié à un usage indiscriminé et disproportionné de la force par l'armée israélienne, facilité par des règles d'engagement extrêmement permissives, que nous avons condamné. Israël est une démocratie et doit respecter le droit à manifester pacifiquement. En tant que puissance occupante, elle doit par ailleurs respecter les obligations de protection qui lui incombent.

De la même façon, nous avons appelé à ce que ces manifestations demeurent pacifiques et nous avons mis en garde ceux, en premier lieu le Hamas, qui chercherait à instrumentaliser ces manifestations à des fins politiques ou militaires.

Madame la Présidente,

La crise aigüe dont nous sommes témoins à Gaza, qui met en lumière la vulnérabilité des populations civiles, intervient sur fond de crise humanitaire et politique structurelle, elle-même ancrée dans une décennie de blocus israélien et aggravée par l'impasse du processus de réconciliation. Les manifestations des dernières semaines ne peuvent être dissociées du désespoir des habitants de Gaza. Nous ne pouvons répondre à la crise sans rendre sa dignité et sans redonner espoir dans l'avenir à cette population, dont plus de la moitié a moins de 18 ans.

Nous saluons à cet égard le travail indispensable accompli par l'UNRWA dans la bande de Gaza. L'agence est un des derniers filets de sécurité qui évite l'effondrement de la société gazaouie, composée aux deux tiers de réfugiés palestiniens. L'UNRWA a besoin d'un soutien financier accru de la communauté internationale dans le contexte du gel de la contribution américaine : la conférence des donateurs du 25 juin sera à cet égard un rendez-vous crucial et toutes les bonnes volontés seront appréciées et importantes. Nous invitons une nouvelle fois nos amis américains à ne pas abandonner leur rôle historique de soutien à l'UNRWA qui est plus que jamais essentiel à la stabilité régionale.

Enfin, au-delà de la désescalade requise immédiatement, et de la réponse humanitaire d'urgence, nous devons travailler à des réponses de plus long terme aux problèmes de Gaza. C'est à cet enjeu, essentiel pour la population de Gaza comme pour la stabilité régionale, que répond le plan en cours de préparation par Nikolay Mladenov. Le coordinateur spécial a tout notre soutien pour définir des projets prioritaires, notamment dans le domaine des infrastructures. De même, nous soutenons ses propositions visant à renforcer les capacités de gestion de projet des Nations Unies à Gaza et le dialogue avec Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne.

Comme nous l'avons dit, ses propositions devront comporter des mesures immédiates d'allègement des restrictions de mouvement des biens et des personnes. A terme, notre horizon

doit rester celui d'une levée du blocus, dans le respect des préoccupations de sécurité d'Israël. De même, les propositions de Nikolay Mladenov devront être accompagnées de pistes concrètes en vue d'une reprise du processus de réconciliation. Sur le plan politique, notre horizon doit être celui du rétablissement de l'ensemble des prérogatives de l'Autorité palestinienne à Gaza.

Madame la Présidente,

3. Je terminerai en soulignant, une fois de plus, la responsabilité qui revient à ce Conseil : au titre du rôle principal qui lui est reconnu par la Charte en matière de paix et de sécurité ; mais aussi du rôle particulier de ce Conseil sur le conflit israélo-palestinien, dont il a défini sur plusieurs décennies les principaux paramètres de résolution, paramètres fragilisés aujourd'hui par les initiatives unilatérales.

Alors que depuis plusieurs mois la bande de Gaza s'approche de l'effondrement, alors que depuis plusieurs semaines elle est en proie à la violence, alors qu'elle est désormais au bord d'un nouveau conflit, ce Conseil demeure silencieux.

Je veux le dire ici avec gravité : ce silence de plus en plus lourd, de plus en plus pesant, de plus en plus assourdissant, n'est pas acceptable. Il n'est pas acceptable pour les populations palestinienne et israélienne, qui sont les premières affectées par ce conflit ; il n'est pas acceptable pour le monde qui nous regarde et qui voit dans ce silence au mieux une marque d'impuissance, au pire une expression de mépris ; il n'est pas acceptable pour la crédibilité même de ce Conseil et de notre action collective, qui est en jeu.

Madame la présidente,

Le Conseil de sécurité ne peut pas abdiquer ses responsabilités sur ce dossier. La France était prête à s'engager dans une discussion constructive sur tous les projets de texte qui ont été présentés aux membres de ce Conseil au cours des derniers mois et jusqu'à ce jour, sans aucune exception.

Une nouvelle occasion nous est donnée de sortir de ce silence en nous engageant, de manière ouverte mais exigeante, dans la discussion du projet de résolution présenté par le Koweït. Le texte a déjà été largement amélioré. Plusieurs éléments méritent encore d'être précisés et nuancés, et nous entendons continuer à prendre toute notre part pour parvenir à un texte susceptible de recueillir un fort soutien au sein de ce Conseil. J'invite chacun à s'engager avec la même approche. Il en va encore une fois de notre responsabilité collective.

Je vous remercie./.